

Assez du massacre planifié des Palestiniens !

La trêve mise en place le 24 novembre a volé en éclats le 1^{er} décembre au matin. Depuis l'armée israélienne a repris ses bombardements massifs et son offensive terrestre sur la bande de Gaza, notamment dans le sud où les civils palestiniens avaient été pourtant sommés d'évacuer. Selon l'ONU, environ 1,9 million de personnes ont été déplacées, soit plus de 80 % de la population de Gaza et près de la moitié des habitations ont été endommagées ou détruites. Tous ces réfugiés errent désormais à la merci des bombes.

Comble du cynisme, l'aviation israélienne largue des tracts où figure un QR code censé indiquer les zones qui vont être bombardées, mais les Gazaouis, quand ils ont encore la possibilité de recharger leur téléphone, n'ont de toutes façons plus accès à internet et ne peuvent donc déchiffrer le code ! Les destructions se poursuivent inexorablement et les quelques hôpitaux qui restent ouverts sont débordés de blessés sans moyens ou presque pour les soigner.

Les restrictions de mouvement imposées par les forces israéliennes et les bombardements intenses empêchent quiconque de chercher une aide médicale à temps, tout en entravant la capacité de réaction des équipes MSF. (Médecins sans frontières, 5 décembre)

La barbarie planifiée contre le peuple palestinien augmente un peu plus chaque jour sous les yeux du monde entier. Le 5 décembre au matin, le ministère de la santé de Gaza, dont les chiffres dans les précédents affrontements n'ont jamais été démentis, a fait état de 16 248 morts, dont plus de 70 % de femmes et d'enfants. Le nombre de blessés dépasse les 30 000. Les convois humanitaires autorisés à entrer dans la bande de Gaza pendant la trêve, en nombre très insuffisant, sont à nouveau bloqués ou bien passent au compte-goutte alors que tout manque, à commencer par l'eau potable... À Jérusalem et en Cisjordanie, les exactions quotidiennes de l'armée comme des colons contre les Palestiniens n'ont jamais cessé, même pendant la trêve, et se multiplient. Ainsi, à la date du 2 décembre, on y dénombre 244 morts, dont 65 mineurs, 3 270 blessés dont 45 % au cours de manifestations de protestation et 3 415 arrestations dont 2 070 sont actuellement en détention administrative.

Israël prend prétexte du massacre sauvage, accompagné de viols et de tortures de 1 200 personnes, pour la plupart des civils, par le Hamas le 7 octobre pour justifier sa campagne de massacre à grande échelle des Palestiniens. Officiellement, l'État israélien a pour but d'éliminer le Hamas de la bande de Gaza. Mais, à moins d'exterminer la population ou de la chasser (or l'État égyptien n'en veut pas), c'est un but inatteignable. Le Hamas a le soutien d'une partie significative de la population et le reste est tout aussi hostile à la colonisation sioniste.

La colonisation sioniste de la Palestine a commencé en 1882. Elle a gagné en puissance avec l'extermination des Juifs d'Europe par le régime nazi. Elle a été entérinée par l'ONU avec son projet de partition en 1947. Elle a été consolidée par la proclamation de l'État colonial en 1948 par le Parti travailliste. Elle a été renforcée quand l'ancienne direction bourgeoise du mouvement national palestinien a signé les accords d'Oslo de 1993 sous l'égide de l'État américain. C'est la colonisation,

inséparable d'Israël, son cortège de spoliations, de violences, d'humiliations qui a suscité, suscite et suscitera révolte et résistance.

Le Hamas a supplanté le Fatah parce que celui-ci est devenu l'appendice corrompu d'Israël et des puissances impérialistes occidentales en Cisjordanie. Mais le Hamas est tout aussi bourgeois, tout aussi impuissant à vaincre Israël et encore plus incapable de s'adresser au prolétariat d'Israël et des autres États de la région (Égypte, Syrie, Liban, Jordanie, Turquie, Iran...). Or, la classe ouvrière est la clé de toute solution démocratique

et progressiste, la seule force sociale qui a intérêt à une Palestine unifiée, binationale, bilingue, démocratique et laïque, dans le cadre de la fédération socialiste du Proche-Orient.

Les États impérialistes occidentaux, inquiets des conséquences internationales, font mine de s'inquiéter du sort des civils palestiniens, tout en continuant à fournir des armes à Israël.

Quel que soit le gouvernement à sa tête, il n'y a qu'un État oppresseur (Israël). Quelle que soit la direction du mouvement national, il n'y a qu'un peuple opprimé (les Palestiniens).

Les travailleuses et les travailleurs doivent exiger de leurs organisations de masse (partis et syndicats) qu'elles rompent avec Macron, avec l'État français complice depuis toujours de l'État colonial, qui fait passer tout antisémitisme pour de l'antisémitisme. En particulier, il faut dresser le front unique ouvrier pour le droit de manifester et pour défendre les militants internationalistes qui sont poursuivis pour leur défense des Palestiniens face à la machine de guerre coloniale.

Dans toutes les sections syndicales, il faut lever le drapeau de l'internationalisme prolétarien, en particulier en bloquant la fabrication des armes françaises pour Israël, leur acheminement. Il faut faire prendre position en défense des Palestiniens. Partout, organisons-nous pour que soit repris l'appel des syndicats palestiniens (au verso).

6 décembre 2023



Appel des syndicats palestiniens

Israël a exigé que 1,1 million de Palestiniens et Palestiniennes évacuent la moitié nord de Gaza, tout en soumettant celle-ci à des bombardements constants. Cette décision impitoyable fait partie du plan israélien, renforcé par le soutien indéfectible et la participation active des États-Unis et de la majorité des États européens. Ce plan vise à perpétrer des massacres odieux et sans précédent contre 2,3 millions de Palestiniens et Palestiniennes à Gaza et à procéder à un nettoyage ethnique total. Depuis le 14 octobre, Israël a bombardé Gaza de manière aveugle et intensive : il a coupé l'électricité, l'eau, l'accès au carburant, à la nourriture et aux fournitures médicales. Israël a tué plus de 2 700 Palestiniens – dont 614 enfants, rasant des quartiers entiers, anéantissant des familles entières et blessant plus de 10 000 personnes. Certains experts en droit international ont commencé à mettre en garde contre ces actes potentiellement génocidaires d'Israël.

Ailleurs, le gouvernement d'extrême-droite israélien a distribué plus de 10 000 fusils à des colons extrémistes dans la Palestine dite « de 1948 » et en Cisjordanie occupée pour contribuer à l'escalade de leurs attaques et au lancement de pogroms contre le peuple palestinien. Les actions, les massacres et la rhétorique d'Israël témoignent de son intention de mettre en œuvre une deuxième Nakba promise depuis longtemps, expulsant autant de Palestiniens, hommes et femmes, que possible et créant ainsi un « nouveau Proche-Orient » dans lequel le peuple palestinien continuera à vivre dans une soumission perpétuelle.

La réponse des États occidentaux a été celle d'un soutien complet et total à l'État d'Israël, sans même une référence du bout des lèvres au droit international. Cela a amplifié l'impunité d'Israël, lui donnant carte blanche pour mener sa guerre génocidaire. Au-delà du soutien diplomatique, les États occidentaux fournissent des armes à Israël, autorisant les activités des sociétés d'armement israéliennes à l'intérieur de leurs propres frontières.

Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent leurs homologues internationaux et toutes les personnes de conscience à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes israéliens – à mettre de toute urgence un terme au commerce des armes avec Israël, ainsi qu'à tout financement et recherche militaire. Le moment est venu d'agir : les vies des Palestiniens et Palestiniennes sont en jeu.

Cette situation urgente et potentiellement génocidaire ne peut être évitée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple palestinien, capable de freiner la machine de guerre israélienne. Nous avons besoin que vous preniez des mesures immédiates – où que vous soyez dans le monde – pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus. Nous nous inspirons des précédentes mobilisations syndicales en Italie, en Afrique du Sud et aux États-Unis, ainsi que de mobilisations internationales semblables contre l'invasion italienne de l'Éthiopie dans les années 1930, contre la dictature fasciste au Chili dans les années 1970, comme d'autres actions ailleurs, où la solidarité mondiale a pu limiter l'étendue de la brutalité coloniale.

Nous appelons les syndicats des secteurs concernés à :

- Refuser de fabriquer des armes destinées à Israël.
- Refuser de transporter des armes vers Israël.
- Adopter des motions dans leur syndicat à cet effet.
- Prendre des mesures contre les entreprises complices impliquées dans la mise en œuvre du siège brutal et illégal mené par Israël.
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent un terme à tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des États-Unis, à son financement.

Nous lançons cet appel alors que nous constatons des tentatives visant à interdire et à réduire au silence toute forme de solidarité avec le peuple palestinien. Nous vous demandons de vous exprimer et d'agir face à l'injustice, comme les syndicats l'ont fait dans le passé. Nous lançons cet appel avec la conviction que la lutte pour la justice et la libération palestinienne n'est pas seulement une lutte déterminée par des particularités régionales et mondiales. C'est un levier pour la libération de tous les peuples dépossédés et exploités du monde.

17 octobre 2023

Fédération générale palestinienne des syndicats, Gaza. Syndicat général des travailleurs des services publics et du commerce. Syndicat général des travailleurs municipaux. Syndicat général des travailleurs des jardins d'enfants. Syndicat général des travailleurs de la pétrochimie. Syndicat général des travailleurs agricoles. Union des comités de femmes palestiniennes. Syndicat général des travailleurs des médias et de la presse écrite. Fédération générale palestinienne des syndicats (PGFTU). Syndicat général des enseignants palestiniens. Union générale des femmes palestiniennes. Union générale des ingénieurs palestiniens. Association des comptables palestiniens. Fédération des associations professionnelles (y compris Association dentaire palestinienne - Centre de Jérusalem, Association des pharmaciens palestiniens - Centre de Jérusalem, Association médicale - Centre de Jérusalem, Association des ingénieurs - Centre de Jérusalem, Association des ingénieurs agronomes - Centre de Jérusalem, Syndicat des vétérinaires - Centre de Jérusalem, Syndicat des journalistes palestiniens, Association du barreau palestinien, Association palestinienne des infirmières et des sages-femmes). Syndicat des travailleurs des jardins d'enfants. Syndicat des travailleurs des services postaux palestiniens. Fédération des syndicats des professeurs et employés des universités palestiniennes. Fédération générale des syndicats indépendants de Palestine (GFIU). La nouvelle fédération des syndicats de Palestine. Union générale des écrivains palestiniens. Syndicat des entrepreneurs palestiniens. Fédération des syndicats de professionnels de la santé. Syndicat palestinien des psychologues et des travailleurs sociaux.